**ARRETE PORTANT MISE A LA RETRAITE DE M.....................................**

**GRADE ...................……………..**

**(SANS DROIT A PENSION CNRACL)**

L’Autorité Territoriale de ....................................,

Vu la Loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions.

Vu la Loi n° 83-634 du 13 juillet1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

Vu le Décret n° 2003-1306 du 26 décembre 2003 relatif au régime de retraite des fonctionnaires affiliés à la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales,

Vu la lettre en date du ................... présentée par M........................... sollicitant son admission à la retraite à compter du ....................,

# OU

Considérant que M..................................... a atteint l’âge maximum au-delà duquel il (elle) ne peut être maintenu(e) en fonctions.

**ARRETE**

**Article 1** **:** M........................né(e) le ........................ à........................,............(grade), est admis(e) à faire valoir ses droits à la retraite à compter du…………….

**ARTICLE 2 :** M…………. ne comptant pas les 15 années de services civils et militaires effectifs requis pour bénéficier d'une retraite de la CNRACL, sera rétabli(e) dans ses droits au régime général de la Sécurité sociale et à l'IRCANTEC.

**Article 3** : Ampliation du présent arrêté sera transmise à Mr le Préfet,(ou sous-Préfet), à Mr le Receveur Municipal, à Mr le Président du centre de gestion.

Le Maire (ou le Président) : Fait à..............................., le..............................

Certifie sous sa responsabilité le

caractère exécutoire de cet acte

Informe que le présent arrêté peut

faire l’objet d’un recours pour excès Le Maire (ou le Président)

de pouvoir devant le tribunal administratif

dans un délai de deux mois à compter de la

présente notification.

Notifié le........................................

Signature de l’agent :